



VALISE PÉDAGOGIQUE
"ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE"

43.- ATTRIBUTION DU PRIX NOBEL DE LA PAIX 2012
À L'UNION EUROPÉENNE

COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU COMITÉ NOBEL

INTERVIEW DE JACQUES DELORS, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Type de document	Niveau des apprenants		
	Secondaire I 1	Secondaire II 2	Adultes 3
R	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

1.- LE COMMUNIQUÉ DU COMITÉ NOBEL

L'intégralité du communiqué diffusé par le comité Nobel à l'occasion du prix Nobel de la paix 2012 à l'Union européenne : "Le comité Nobel norvégien a décidé d'attribuer le prix Nobel de la paix 2012 à l'Union européenne (UE). L'Union et ses précurseurs ont contribué pendant plus de six décennies à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe .

Dans l'entre-deux-guerres, le comité Nobel norvégien a plusieurs fois distingué des personnes ayant travaillé à la réconciliation entre l'Allemagne et la France. Depuis 1945, cette réconciliation est devenue une réalité. Les terribles souffrances de la Seconde guerre mondiale ont démontré la nécessité d'une nouvelle Europe.

En soixante-dix ans, l'Allemagne et la France ont été trois fois en guerre.

Aujourd'hui, la guerre entre l'Allemagne et la France est impensable. Cela montre comment, par des efforts importants et en établissant une confiance mutuelle, des ennemis historiques peuvent devenir de proches partenaires.

Au cours des années 1980, la Grèce, l'Espagne et le Portugal ont rejoint l'UE. L'introduction de la démocratie était une condition de leur adhésion. La chute du mur de Berlin a rendu possible l'adhésion de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, ouvrant ainsi une nouvelle ère de l'histoire européenne. La division entre l'Est et l'Ouest a, dans une large mesure, été effacée ; la démocratie a été renforcée ; de nombreux conflits nationaux liés à des facteurs ethniques ont été réglés.

L'adhésion de la Croatie l'an prochain, l'ouverture de négociations d'adhésion avec le Monténégro et le statut de candidat accordé à la Serbie renforcent le processus de réconciliation dans les Balkans. Ces dix dernières années, l'éventualité de l'adhésion de la Turquie à l'UE a aussi fait progresser la démocratie et les droits de l'homme dans ce pays.

L'UE connaît actuellement de graves difficultés économiques et des troubles sociaux considérables. Le comité Nobel norvégien souhaite mettre l'accent sur ce qu'il considère comme le plus grand résultat obtenu par l'UE : le combat victorieux pour la paix, la réconciliation et pour la démocratie et les droits de l'homme. Le rôle stabilisateur joué par

l'UE a contribué à faire passer la majeure partie de l'Europe d'un continent en guerre à un continent en paix.

L'œuvre accomplie par l'UE illustre 'la fraternité entre les nations' et constitue une forme de 'congrès pour la paix' qu'Alfred Nobel retient comme critères pour le Nobel de la paix dans son testament de 1895."



2.- INTERVIEW DE JACQUES DELORS

la-Croix.com

15.10.2012

Pour Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, cette distinction doit encourager les Européens à s'unir davantage pour peser dans le monde.

La Croix . À qui avez-vous pensé en apprenant l'attribution du Nobel de la paix à l'Union européenne ?

Jacques Delors : J'ai d'abord pensé aux auteurs de l'appel de 1950, à Robert Schuman, à Jean Monnet, à ceux qui y ont répondu, comme Konrad Adenauer. On les oublie trop souvent alors que j'ai toujours considéré que cet appel avait un retentissement extraordinaire. Il se comprend dans la formule de Hannah Arendt : « *le pardon et la promesse* » .

Devant les mémoires terribles de la guerre, la Shoah, devant les ressentiments et volontés de revanche, des hommes proposent le pardon, qui n'est pas l'oubli, et la promesse que nos fils et nos filles pourraient vivre ensemble dans une communauté humaine. Il a fallu à l'époque que chacun prenne sur lui car cet effort ne va pas de soi, comme la tragédie yougoslave nous l'a plus tard rappelé. Cet appel de 1950 est donc un événement autant moral que politique. Je l'ai même qualifié d'événement spirituel.

Ensuite, j'ai pensé à tous les militants qui s'activent pour l'Europe depuis des années, dans les échanges entre villes, entre groupes associatifs, entre étudiants que mon programme Erasmus a beaucoup stimulés. Aujourd'hui, alors que l'Europe est moins populaire, il est bon de rappeler que des hommes et des femmes y ont consacré leur vie militante.

Le comité Nobel motive l'attribution de son prix en référence, notamment, à l'élargissement de l'Union. Est-ce là l'essentiel ?

Le comité norvégien regarde l'Union en ami de l'extérieur, qui voit loin et large. Nous avons eu ce même regard en acceptant l'entrée de l'Espagne et du Portugal, comme une confiance faite à la démocratie qui renaît. De même à la chute du mur de Berlin, alors qu'il y avait beaucoup de questionnements. L'élargissement peut donc être considéré comme un grand projet.

Mais il y a aussi le cœur de la construction européenne, qui est un ensemble de volontés, de règles communes avec, comme juge final, le droit. L'Europe s'est réalisée par la libération de la circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux, que j'ai relancée en 1985 en l'accompagnant de plus de solidarité, par la cohésion économique et sociale et un dialogue social reconnu. L'Europe n'a pas été créée pour appuyer les forces libérales, c'était beaucoup plus équilibré que cela.

Depuis une vingtaine d'années, les autres pays du monde ont été attentifs à l'Union européenne comme une manière de vivre ensemble, comme possibilité de partager une partie de la souveraineté. Ceci a donné naissance au Mercosur en Amérique du Sud ou à une plus étroite liaison entre pays d'Asie et du Pacifique.

Dans cet univers mondialisé, où tout le monde veut avoir sa place au soleil, l'UE représente institutionnellement un attrait. Je pense aussi, en affirmant cela, à la méthode communautaire (1), sans laquelle on ne peut pas avancer. C'est aussi une méthode valable sur le plan mondial. Ce prix Nobel va renforcer l'intérêt que l'on porte à la façon dont les Européens agissent. Il faut que nous répondions avec courage, lucidité et sens des responsabilités à cet appel.

Comment l'Europe pourrait-elle inspirer le reste du monde alors qu'elle est en crise ?

La crise de l'euro est l'arbre qui cache la forêt de ce qui a été réalisé. Mais il est vrai que si l'économie ne va pas en Europe, c'est le projet lui-même qui est remis en cause. Nous ne sommes plus le continent de référence : il y a la puissance américaine mais aussi d'autres forces extraordinaires, pleines de vitalité, qui se manifestent beaucoup par l'économie.

L'euro doit servir au renforcement d'une Europe qui a le choix entre la survie et le déclin. C'est un saut qualitatif, un geste d'une grande gravité que de choisir une monnaie unique et il fallait envisager toutes les circonstances. J'avais demandé, en 1989, un bon équilibre entre l'indépendance de la Banque centrale européenne, indispensable, des règles pour faire en sorte qu'il n'y ait pas d'inflation, de déficit, et une coopération des politiques économiques, chaînon manquant de cette union économique et monétaire.

Si l'on ne corrige pas cela, on risque de créer un système uniquement de règles, qui apparaîtra aux gens comme punitif. C'est tout le dynamisme et l'idéal de l'Europe qui sombreront. Aujourd'hui, il y a un certain progrès mais entre le pacte de stabilité, le traité budgétaire, le pacte de confiance, etc., c'est trop compliqué et les populismes, de droite et de gauche, s'en emparent.

Les gouvernements ont oublié que l'efficacité et la démocratie demandent de la simplicité. Face à une crise, il faut le pompier mais aussi l'architecte. Le moment est venu. Le projet définitif de l'euro doit être clair et accessible, donner de la confiance et un sentiment de stabilité. La monnaie, c'est trop important pour la laisser uniquement à des règles monétaires et budgétaires. Si elle n'est pas là pour optimiser le développement et faire progresser le niveau de vie, alors à quoi sert-elle ?

Quelle initiative préconisez-vous ?

Je prône depuis longtemps la différenciation. Si certains pays veulent aller plus loin tout en respectant les règles de l'ensemble, il faut le leur permettre. C'est pourquoi, aujourd'hui, je suis pour une plus grande autonomie de la zone euro, ce qu'on appelle une coopération renforcée. Il faut une gouvernance économique et monétaire de caractère fédéral, donner à la zone euro un budget propre et un instrument d'intervention économique pour réguler le développement. Ce nouveau dynamisme de la zone euro redonnerait confiance à l'ensemble, c'est-à-dire à l'Europe des 27.

Pour le reste, il faut faire attention aux aspects électoraux. Si l'on continue à dire « c'est la faute à Bruxelles », on n'avance pas. La pédagogie d'une démocratie, c'est la clarté et la simplicité. Nos chefs de gouvernement, nos élites politiques doivent se demander : est-ce que je considère que m'occuper de l'Europe, c'est la contrainte absolue, ou est-ce que je retrouve un peu d'enthousiasme en voyant l'admiration que nous porte le monde entier, comme ce prix Nobel en témoigne ? On ne soulève pas l'enthousiasme des peuples en évitant une crise, d'où la nécessité vitale d'une vision de l'avenir.

Comment aller plus loin ?

La zone euro doit être exemplaire en matière de croissance, de développement et de justice sociale. Et l'ensemble de l'UE doit trouver des objectifs communs : le service de la paix, l'aide au développement, l'environnement, l'énergie. Avoir un agenda, sans se tracasser de détails, pour trouver des raisons de vivre ensemble et d'exercer notre influence. Je serais malheureux si notre voix ne comptait plus dans le monde, car nos valeurs mais aussi notre niveau de vie seraient en cause. Il y a un lien entre la manière dont vous savez assumer la défense de vos acquis, de vos droits, et la manière dont vous pouvez offrir aux autres des instruments de coopération.

Je suis respectueux des autres civilisations, mais si nous pensons en Europe que dans notre patrimoine il y a des éléments essentiels pour l'existence humaine, une certaine conception de la liberté, d'un État qui ne submerge pas les citoyens, d'un individu qui pense à la collectivité, alors l'Europe a son mot à dire et elle peut non seulement défendre son mode de vie, sa liberté mais, à nouveau, apporter quelque chose au monde.

(1) *Le processus de décision entre les différentes institutions de l'Union*

Recueilli par SÉBASTIEN MAILLARD et JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

Auteurs :

COMITÉ NOBEL & JACQUES DELORS, 2012

Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne ou des partenaires au projet.



Licence de libre diffusion *Creative Commons* : le document peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer à l'auteur en citant son nom ; seules les utilisations non commerciales sont autorisées (les utilisations commerciales restent soumises à autorisation) ; les modifications doivent d'être assorties des mêmes options *Creative Commons* que le document initial.

Ce document est extrait de la **VALISE PÉDAGOGIQUE SUR L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE** (qui existe en allemand, anglais, bulgare, croate, français et polonais) destinée à l'enseignement secondaire (I & II) et aux activités d'animation européenne des ONG engagées dans l'éducation à la citoyenneté démocratique active (Académies européennes, Maisons de l'Europe, etc.). Elle a été produite, dans le cadre d'un projet cofinancé par l'Union européenne (programme PRINCE), par l'Académie européenne de Berlin (porteur de projet), l'Association bulgare des enseignants d'allemand (BDV), le Centre européen Robert Schuman (CERS) à Scy-Chazelles, le Conseil Atlantique de Croatie et la Fondation polonaise Robert Schuman.



La valise pédagogique "Élargissement de l'Union européenne" a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne (programme PRINCE).

